



**Direction générale de la performance économique et  
environnementale des entreprises  
Service Compétitivité et performance  
environnementale  
Sous-direction Compétitivité  
Bureau du financement des entreprises  
3, rue Barbet de Jouy  
75349 PARIS 07 SP  
0149554955**

**Note de service**

**DGPE/SDC/2016-616**

**25/07/2016**

**N° NOR AGRT1620648J**

**Date de mise en application :** Immédiate

**Diffusion :** Tout public

**Cette instruction n'abroge aucune instruction.**

**Cette instruction ne modifie aucune instruction.**

**Nombre d'annexes :** 0

**Objet :** Taux de base applicable entre le 1er août 2016 et le 31 octobre 2016 aux prêts bonifiés à l'agriculture

#### **Destinataires d'exécution**

DRAAF  
DAAF  
DDT(M)  
ASP

**Résumé :** Cette note précise le taux de base applicable aux prêts bonifiés à l'agriculture dont la date de réalisation, ou la date de réalisation du premier versement dans le cas d'un prêt multiversement, a lieu entre le 1er août 2016 et le 31 octobre 2016.

**1 – Taux de base applicable aux prêts bonifiés à l'agriculture dont la date de réalisation, ou la date de réalisation du premier versement dans le cas d'un prêt multiversement, a lieu entre le 1<sup>er</sup> août 2016 et le 31 octobre 2016**

Conformément à la Convention d'habilitation des établissements de crédit à distribuer des prêts bonifiés à l'agriculture pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2020, la valeur du taux de base applicable aux banques entre le 1<sup>er</sup> août 2016 et le 31 octobre 2016 passe à **1,73 %**.

La prochaine évolution du taux de base devrait intervenir au 1<sup>er</sup> novembre 2016.

**2 – Rappels**

**a) Les caractéristiques des prêts bonifiés à l'agriculture en application sont les suivantes :**

Catégorie de prêts	Taux	Durée de bonification	Durée maximale	Plafond
<u>Anciens MTS-JA</u> <sup>(1)</sup>				
Zone plaine	2,5 %	7 ans	15 ans	Subvention équivalente < 11 800 €
Zone défavorisée	1 %	9 ans		Subvention équivalente < 22 000 €
<u>Nouveaux MTS-JA</u> <sup>(2)</sup>				
Zone plaine	2,5 %	5 ans maximum	15 ans	Subvention équivalente < 11 800 €
Zone défavorisée	1 %			Subvention équivalente < 22 000 €
<u>MTS-Autres</u>				
Zone plaine	3,5 %	12 ans	15 ans	Plafond de réalisation = 110 000 €
Zone défavorisée	2 %	15 ans		

(1) MTS-JA liés à des décisions d'aides à l'installation attribuées jusqu'au 31/12/2014

(2) MTS-JA liés à des décisions d'aides à l'installation attribuées à compter du 01/01/2015

**IMPORTANT :**

Compte-tenu du niveau du taux de base applicable entre 1<sup>er</sup> août et le 31 octobre 2016, l'application stricte de la réglementation pour les MTS-JA en zone de plaine et les MTS-Autres en zone de plaine et en zone défavorisée, aurait pour conséquence une rémunération négative des établissements de crédit pour la distribution de ces types de prêts bonifiés (différentiel de taux respectivement égal à - 0,77 % pour les MTS-JA en zone de plaine, à -1,77 % pour les MTS-Autres en zone de plaine, et à - 0,27 % pour les MTS-Autres en zone défavorisée sur la période du 1<sup>er</sup> août 2016 au 31 octobre 2016).

Pour que la distribution de ces prêts bonifiés ne donne pas lieu à de telles situations, il vous est recommandé de suspendre provisoirement la mise en place des prêts MTS-Autres en zone de plaine et en zone défavorisée et des prêts MTS-JA en zone de plaine.

Néanmoins, même si le niveau actuel du taux de base permet aux exploitants de souscrire des prêts non bonifiés à des conditions plus favorables que celles proposées par l'État dans le cadre de ses prêts bonifiés, des exploitants peuvent se voir refuser par leur banque un prêt aux conditions actuelles du marché. Afin d'éviter qu'ils soient exclus du marché du crédit et pour que le besoin de financement lié à leur installation soit satisfait, il vous est possible de mettre en place au bénéfice de ces exploitants, et s'ils en font expressément la demande, des prêts MTS-JA en zone de plaine ainsi que des prêts MTS-Autres en zone de plaine et en zone défavorisée. Dans ces cas particuliers, les prêts distribués ne donneront pas lieu à rémunération négative de l'établissement de crédit : le différentiel de taux entre le taux de base applicable et le taux réglementaire devra être considéré comme nul et le taux d'intérêt du prêt bonifié mis en place sera alors égal au taux réglementaire fixé pour le type de prêt en question (par exemple 2,5 % pour un prêt MTS-JA en zone de plaine).

**b) Les taux de base applicables précédemment se sont élevés à :**

Période	du 01/02 au 30/04/2015	du 01/05 au 31/07/2015	du 01/08 au 31/10/2015	du 01/11/2015 au 31/01/2016	du 01/02/2016 au 30/04/2016	du 01/05/2016 au 31/07/2016
Taux de base	2,43 %	2,23 %	1,98 %	1,98 %	1,92 %	1,92 %

Ces taux de base ont été appliqués aux trois catégories de prêts bonifiés à l'agriculture mentionnées ci-dessus, ainsi qu'aux prêts MTS-CUMA (dont la distribution a été arrêtée dans le courant de l'année de 2015), quelle que soit la date de l'autorisation de financement ayant donné lieu à la réalisation du prêt.

### **3 – Précision sur la distribution des prêts MTS-Autres :**

Le dépôt de demandes d'autorisation de financement n'est plus possible depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016 pour les prêts MTS-Autres. Néanmoins, cette date limite ne concerne que le dépôt de demandes d'autorisations de financement. La délivrance d'autorisations de financement pour ce type de prêt bonifié est donc possible au-delà du 1<sup>er</sup> mars 2016. De plus, le délai pendant lequel une autorisation de financement d'un prêt MTS-Autres peut donner lieu à réalisation ou à premier versement dans le cas particulier de prêts multiversements est de quatre mois. Ainsi, sur la période allant du 1<sup>er</sup> août 2016 au 31 octobre 2016, la réalisation ou le cas échéant le premier versement de prêts MTS-Autres est encore possible. Pour cette raison, il y a toujours lieu de préciser le taux de base applicable à cette catégorie de prêts bonifiés.

Le Directeur général adjoint de la performance  
économique et environnementale des entreprises  
Chef du service développement des filières et de  
l'emploi

Hervé Durand